## LE QUATRIEME CONGRES DES CANADIENS-FRANÇAIS

## DE L'ONTARIO

Nos vaillants frères de l'Ontario ont tenu les 15 et 16 février à Ottawa — sous les auspices de l'Association d'Education — leur quatrième grand congrès depuis le commencement de l'inique persécution que leur fait subir le gouvernement de leur province pour angliciser le cœur et l'âme de leurs enfants au mépris des droits naturels et constitutionnels les plus clairs et les mieux fondés. L'espace nous fait défaut pour donner un compte rendu complet de ces solennelles assises. Nous nous contenterons d'en consigner les points les plus saillants, et de nature à nous servir d'armes et de directions dans la lutte que vient de provoquer le gouvernement du Manitoba en proposant le rappel pur et simple de la clause biliugue de l'Acte scolaire pour y substituer le bon plaisir du département de l'Instruction publique, qui pourra édicter l'équivalent du reglement XVII et peut-être pire encore. Nous empruntons à M. Omer Héroux, rédacteur au Devoir et présent au congrès, le résumé de la séance d'ouverture.

\* \*

Le quatrième congrès des Canadiens français de l'Ontario vient de s'ouvrir sur des paroles d'une gravité égale à celle des circonstances au milieu desquelles il se réunit. Ces paroles, ce sont trois évê-

ques canadiens-français qui les ont prononcées.

Mgr Béliveau et Mgr Charlebois étaient venus de l'Ouest, Mgr Latulipe, du Témiscamingue, pour apporter à nos compatitotes souffrants — et à leurs ouailles, puisqu'ils ont tous trois juridiction dans l'Ontario — le témoignage de leur sympathie. Aux cinq cents délégués réunis de tous les coins de l'Ontario et qui représentent tous que qui luttent, les trois évêques ont adressé le même mot d'ordre: Jusqu'au bout! et ils ont loué dans les termes les plus précis les artisans de la résistance.

"Héritier du grand patriote qui aima si passionnément sa race et défendit si courageusement notre foi et notre liberté, mon cœur," a dit Mgr Béliveau, "vibre à l'unisson des cœurs des 250,000 compatriotes ontariens, blessés dans leurs droits les plus chers.